

**Besoin de financement, est ce vraiment un motif de changement de statut de La Poste.**

Les dirigeants de La Poste et le gouvernement déclarent qu'il est vital pour l'avenir de La Poste de changer de statut afin de la doter d'un capital, et de l'ouvrir ensuite, permettant l'apport de capitaux externes. Ils déclarent avoir besoin de ceux-ci pour moderniser La Poste et se développer à l'international, même si sur ce point ils sont un peu plus discrets dans la période.

**Développement du service public**

L'Etat est mal placé pour juger les besoins de financement de La Poste, puisqu'il demande à La Poste, et cela depuis de nombreuses années d'assumer les missions de service public sans les financer.

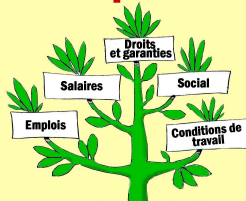
**Aménagement du territoire – présence postale**

Son coût a été évalué à 399 Millions d'€uros. Pour assumer cette mission, La Poste est exonérée de la taxe professionnelle à hauteur de 141 Millions. Il reste donc environ **260 Millions** d'€uros à la charge de La Poste.

De plus, la suppression de la taxe professionnelle prévue par Sarkozy rend encore plus aléatoire le financement de cette mission.

La Cgt vous informe et rétablit quelques vérités face à l'affrontement et à la communication de La Poste et du gouvernement dont le seul but est de privatiser La Poste.

**il y a de l'avenir pour le service public postal et les postiers.**



**CONSTRUISONS-LE ENSEMBLE !**



**Presse**

Un nouveau contrat a été signé entre La Poste, l'Etat et la presse en 2008.

L'Etat verse 242 millions d'€uros pour 2009 puis 180 millions d'€uros jusqu'en 2015. Ensuite ce sera terminé. **450 millions** d'€uros environ sont à la charge de La Poste.

**Accessibilité bancaire**

Son coût est d'environ de 500 millions d'€uros mais avec le monopole sur le livret A, le déficit estimé n'était que de 96 millions d'€uros, que l'Etat n'a d'ailleurs jamais compensé contrairement à ce qui était prévu.

Avec la banalisation du Livret A, nous sommes dans une situation nouvelle et partiellement fluctuante. Une rémunération transitoire de **280 millions d'€uros** pour compensation de l'Etat a été évaluée mais non payée à ce jour, donc à la charge de La Poste.

**Le service universel**

Le coût de la distribution 6 j/7 sur 99 % du territoire n'avait jamais été évalué. Chacun s'accordant pour considérer que le monopole du courrier jusqu'à 50 g permettait de financer cette mission de service public.

L'ouverture totale de la concurrence au 1<sup>er</sup> janvier 2011 change la donne, en effet les nouveaux opérateurs se situeront sur les marchés les plus rentables car moins difficiles d'accès à la distribution. C'est donc autour **d'un Milliard d'€uros**, que la commission Ailleret a évalué le coût pour La poste des conséquences de l'ouverture totale à la concurrence.

**A cela s'ajoutent les dividendes que l'Etat a prélevé sur les bénéfices (pour rappel ceux-ci ont été de 141 millions d'€uros en 2008 et de 106 millions d'€uros en 2009).**

De fait, l'Etat se désengage de ses obligations de financement de ses missions de service public postal, de **1 million d'€uros** par an actuellement, et sans doute de **2 millions d'€uros à partir de**

**2011.** Le besoin d'apport de capitaux pour développer La Poste apparaît bien pour ce qu'il est, un prétexte pour justifier le changement de statut.

### **Modernisation de La Poste**

La Poste considère avoir besoin de 1.450 millions d'€uros pour la modernisation du Courrier, 1.400 millions d'€uros pour celle de l'Enseigne et 600 millions d'€uros pour Coliposte.

Les dépenses se font essentiellement dans l'immobilier (achat et construction de plate forme, rénovation) et pour les outils de production.

Ce sont systématiquement des suppressions d'effectifs et la remise en cause des organisations de travail.

La Poste continue à marche forcée la mécanisation et la concentration au courrier (industrialisation) alors que dans le même temps elle cultive la peur de l'avenir en annonçant des baisses de volumes de 30 %. Il est temps de revoir le schéma du tri- acheminement et de revenir à des centres à taille humaine, de proximité et répondant mieux aux besoins réels de production pour répondre aux besoins du service public.

A l'Enseigne, les besoins de financement annoncés par La Poste sont aussi en contradiction avec la stratégie menée au quotidien, moins de bureaux et plages horaires réduites.

La modernisation de La poste doit avoir pour objectif un meilleur service public pour tous avec une amélioration des conditions de vie et de travail des postiers.

### **Développement - Acquisitions externes**

Ce sujet, moins mis en avant aujourd'hui par les dirigeants de La Poste, pour cause de crise, et aussi des difficultés des postes

hollandaises et allemandes, principales postes présentes à l'international, est sans doute l'objectif principal de la recherche de financement.

Tacitement, La Poste et le gouvernement, le reconnaissent en annonçant vouloir être un des 3 premiers opérateurs européens. Cette politique a déjà été coûteuse pour La Poste. Depuis 1998, La Poste a fait 1,7 Milliard d'€uros d'acquisitions externes. Elle envisage d'ici 2015 d'en faire d'autres, jusqu'à **5 Milliards** et cela dans tous les secteurs d'activités.

La Poste n'est pas comme un employeur particulièrement social, dans les pays où elle a fait des acquisitions, la recherche de plus values se faisant essentiellement par une baisse de la masse salariale.

#### **L'exemple d'EDF est édifiant**

Les dirigeants d'EDF et gouvernementaux ont donné les mêmes arguments pour changer le statut d'EDF qu'il ne le font aujourd'hui pour La Poste.

"Pour sa modernisation et son développement, dans le cadre d'un marché européenisé voire mondialisé, le statut était un frein".

EDF était un service public apprécié et reconnu, nous avions en France l'électricité la moins chère d'Europe.

Dans ce grand jeu de monopoly capital qu'est le marché déréglementé de l'électricité, EDF achète "British Energy". Pour avoir des liquidités, EDF a lancé un emprunt public de 3 milliards d'€uros. Il faut maintenant le payer, et pour cela on tape dans la poche de l'abonné. Le Président d'EDF a proposé 20 % d'augmentation des tarifs sur 3 ans, a déjà obtenu 2,3 % au 15 août 2009..

Pour les actionnaires par contre ça va bien ils ont touché 2,3 millions de dividendes en 2008, 75 % des bénéfices. L'Etat actionnaire principal a touché ainsi 4 fois ce que rapporterait cette augmentation de tarifs.

Par contre pour le personnel les conséquences sont la dégradation des conditions de vie et de travail avec une stagnation des salaires et une filialisation des activités.

#### **Le financement de La Poste et des entreprises publiques :**

la Cgt revendique la création d'un pôle financier public. Celui ci serait composé des différentes institutions, organismes et entreprises publiques (dont La Poste) agissant dans le secteur financier. Ce pôle ferait travailler ensemble ces établissements, chacun gardant ses activités et ses structures propres.

Il assurerait l'investissement public sur la base des choix stratégiques à la Nation.

La Poste au titre de ses missions pourrait en percevoir des fonds.

Pour la Cgt, le développement du groupe La Poste ne doit pas se faire en pressurant les salariés de France et des autres pays.

La Cgt revendique des coopérations entre les postes européennes plutôt que des fusions acquisitions, qui ne servent que les milieux financiers.

#### **Le financement de La Poste passe dont par :**

- **des garanties de financement des missions de service public,**
- **le paiement par l'Etat des dettes vis à vis de La Poste,**
- **l'arrêt du paiement de dividende à l'Etat,**
- **la création d'un pôle financier public.**